

ARRÊTÉ	
Année 2023	Numéro 084
Démontage de Grue	
Rue Pierre Curie	
Le jeudi 30 mars 2023	

Objet : ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT ET DE CIRCULATION SUR LES VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Madame Le Maire de Limeil-Brévannes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1 et 2, article L 2213-2, articles L 2521.1 et 2,

Vu la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée et notamment le titre 1, relatif aux droits et libertés des Communes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8^{ème} partie signalisation temporaire approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à L 325-13, R 417-1 à R 417-13 et R 325-12 à R 325-52,

Vu le règlement sanitaire départemental et particulièrement l'article 99.7 sur les abords de chantiers,

Vu la délibération n°2020-DEL-110 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2020,

Considérant qu'en raison d'un démontage de grue, par l'entreprise **JPM BATIMENT**, sise **11 rue Louis Armand, 77220 TOURNAN-EN-BRIE**, il est nécessaire de réglementer provisoirement le stationnement et la circulation, **rue Pierre Curie le jeudi 30 mars 2023**.

ARRÊTE

Article 1 : La circulation des véhicules de toute nature se fera en demi-chaussée par alternat manuel. La vitesse sera limitée à 20km/h le jeudi 30 mars 2023.

Article 2 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit **11 rue Pierre Curie** afin de permettre le stationnement du camion, pas plus d'un camion en attente dans la voie **le jeudi 30 mars 2023 de 9h00 à 17h00**.

Article 3 : La circulation des piétons sera déviée par le trottoir opposé aux travaux en utilisant les passages piétons existants, pendant toute la durée nécessaire au chantier.

Article 4 : L'entreprise devra procéder au nettoyage de la chaussée à chaque fin de journée si salissure.

Article 5 : Le chantier terminé, les lieux seront convenablement nettoyés. Toute dégradation sera réparée à la charge du pétitionnaire, les lieux étant restitués dans leur structure initiale.

Article 6 : Cette redevance sera recouvrée par le Trésor Public, après émission du titre de recettes par le service financier de la ville dès la signature du présent arrêté et sera inscrite au budget en cours, chapitre 73, fonction 822, compte 7338.

Article 7 : Le balisage du chantier par l'entreprise permissionnaire des travaux devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, livre I - 8^{ème} partie et en particulier ses articles 119,120,121,129, et 132.

Article 8 : **Le présent arrêté devra être affiché 48h00 avant le début des travaux**. Les interdictions et les modifications de stationnement et de circulation seront matérialisées par des panneaux réglementaires, mis en place par l'entreprise précitée qui restera responsable de leur maintien en bon état de visibilité, pendant toute la durée de l'intervention.

Article 9 : L'autorisation accordée à l'article 1^{er} est donnée sous réserve des paiements des droits de voirie fixés par la délibération n°2020-DEL-110 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2020, s'élevant à 75,00 €/ jour /unité pour un camion de plus de 3,5t.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles l'acte fait grief, dans un délai de deux mois, à compter de la notification de cet arrêté ou de sa publication. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Melun sis 43 rue du Général de Gaulle, Case postale n°8630, 77008 Melun Cedex.